

Turquie : la contagion néofasciste

Toutes les versions de cet article : [[English](#)] [français]

mardi 25 mars 2025, par [ACHCAR Gilbert](#)

La bataille en cours en Turquie est devenue de plus en plus importante pour le monde entier. Si le mouvement populaire turc gagne, sa victoire aura un impact important sur la galvanisation de la résistance à la montée du néofascisme dans le monde.



Les événements qui se déroulent en Turquie depuis mercredi dernier sont extrêmement graves : ils constituent une nouvelle étape très dangereuse dans le glissement du pays vers l'étranglement de la démocratie. L'arrestation d'Ekrem Imamoglu – le populaire maire d'Istanbul et candidat de son parti, le Parti républicain du peuple (CHP), à la prochaine élection présidentielle prévue en 2028 – et l'arrestation de près de 100 de ses collaborateurs dans la municipalité de la plus grande ville de Turquie, en vertu d'accusations qui combinent corruption (la justice turque aurait mieux fait d'enquêter sur la corruption dans l'entourage d'Erdogan, à commencer par son gendre) et liens avec le « terrorisme », c'est-à-dire contacts avec le Parti des travailleurs du Kurdistan-PKK (au moment où le gouvernement négocie avec ce parti en vue d'un règlement pacifique), est un comportement tout droit sorti du manuel bien connu des dictatures.

Si quelqu'un doutait que les accusations aient été fabriquées de toutes pièces et que l'intention était d'éliminer la figure la plus forte de l'opposition au régime de Recep Tayyip Erdogan, qui semble déterminé à diriger son pays à vie comme d'autres dirigeants autocratiques, la décision de l'Université d'Istanbul d'invalider le diplôme d'Imamoglu à la veille de son arrestation ne laisse aucune place au doute. Un diplôme universitaire est l'une des conditions requises pour se présenter à la présidence de la Turquie, et la décision de l'université se fonde

sur un prétexte complètement fallacieux, d'autant plus qu'Imamoglu a obtenu son diplôme il y a trente ans !

Il y a près d'un an, au lendemain des dernières élections municipales en Turquie, j'ai rappelé le rôle d'Erdogan dans l'établissement de la démocratie dans son pays au cours de la première décennie de son règne. En dépit de sa dérive autocratique ultérieure, y compris par le limogeage de dirigeants de son propre parti perçus comme des rivaux, j'ai loué sa reconnaissance de la défaite de son parti aux municipales, qui le distinguait de nombre de néofascistes qui refusent d'accepter la défaite, y compris Donald Trump qui avait tenté de renverser le processus électoral de l'automne 2020, et refuse toujours de reconnaître sa défaite, affirmant que la présidence lui a été volée » (« Deux leçons précieuses des élections turques », 2 avril 2024 – en arabe uniquement).

La morale de cette histoire est que le même homme qui a commencé sa carrière politique par une lutte courageuse contre un régime dictatorial, et a subi pendant son mandat de maire d'Istanbul ce qui ressemble beaucoup à ce qu'il inflige maintenant à son adversaire, le maire actuel – cet homme, qui a joué un rôle louable dans l'établissement de la démocratie dans son pays, a été conduit par l'ivresse du pouvoir et la jouissance d'une grande popularité, à vouloir perpétuer cette condition, même en l'imposant par la force aux dépens de la démocratie. Et pourtant, jusqu'à l'année dernière, Erdogan n'avait pas franchi la ligne rouge qualitative qui sépare la préservation d'une marge de liberté permettant à la démocratie de survivre, bien qu'avec de plus en plus de difficulté, et l'empiétement sur cette marge de manière dictatoriale.

C'était en dépit du fait qu'Erdogan présente certaines caractéristiques néofascistes, en s'appuyant sur une « mobilisation agressive et militante de [sa] base populaire » sur un terrain idéologique qui intègre certains des éléments clés de l'idéologie d'extrême droite, y compris le fanatisme nationaliste et ethnique contre les Kurdes (en particulier), le sexisme et l'hostilité, au nom de la religion ou autrement, à diverses valeurs libérales (voir « L'ère du néofascisme et ses particularités », 5 février 2025). Sa dérive actuelle suggère qu'il rejoint désormais les rangs des régimes néofascistes quant à leur attitude à l'égard de la démocratie. Dans l'article susmentionné, j'ai décrit cette attitude comme suit : « Le néofascisme prétend respecter les règles fondamentales de la démocratie au lieu d'établir une dictature pure et simple comme l'a fait son prédécesseur, même lorsqu'il vide la démocratie de son contenu en érodant les libertés politiques réelles à des degrés divers, selon le niveau de popularité réel de chaque dirigeant néofasciste (et donc de son besoin ou non de truquer les élections) et du rapport des forces entre lui et ses adversaires. »

Il y a deux facteurs principaux derrière la dérive d'Erdogan vers le néofascisme. Le premier est que la tentation néofasciste augmente chaque fois qu'un dirigeant autoritaire fait face à une opposition croissante et craint de perdre le pouvoir par le biais de la démocratie. Vladimir Poutine en fournit un exemple dans la mesure où sa dérive s'est intensifiée lorsqu'il a fait face à une opposition populaire croissante lors de son retour à la présidence en 2012 (après une mascarade consistant à passer au poste de Premier ministre, conformément à la constitution, qui à l'époque interdisait plus de deux mandats présidentiels consécutifs). En même temps, Poutine a eu recours à l'incitation du sentiment nationaliste à l'égard de l'Ukraine (en particulier), tout comme Erdogan l'a fait plus tard à l'égard des Kurdes.

Le deuxième facteur, crucial, est l'arrivée du néofascisme au pouvoir aux États-Unis, représenté par Donald Trump. Cela a donné une puissante impulsion au renforcement de diverses formes de néofascisme réel ou latent, comme nous le voyons clairement en Israël,

Hongrie et Serbie, par exemple, et comme nous le verrons de plus en plus à l'échelle mondiale. La force de la contagion néofasciste est proportionnelle à la force du principal pôle néofasciste : la contagion fasciste s'est considérablement renforcée, en particulier sur le continent européen, lorsque la puissance de l'Allemagne nazie s'est accrue dans les années 1930. La contagion néofasciste est devenue encore plus forte aujourd'hui, les États-Unis passant d'un rôle de dissuasion contre l'érosion de la démocratie, bien que dans des limites évidentes, à l'encouragement de cette érosion, directement ou indirectement. L'érosion est déjà en cours et s'accélère aux États-Unis mêmes.

Ce n'est donc pas une coïncidence si l'offensive d'Erdogan contre l'opposition a commencé à la suite d'un appel téléphonique entre lui et Trump, que Steve Witkoff, ami proche du président américain et son envoyé à diverses négociations, a qualifié vendredi dernier d'« excellent » et de « vraiment transformateur ». Witkoff a ajouté que « le président [Trump] a une relation avec Erdogan et cela va être important. Et il y a du bon à venir – juste beaucoup de bonnes nouvelles positives en provenance de Turquie en ce moment à la suite de cet appel. Je pense donc que vous le verrez dans les reportages dans les prochains jours. » (La déclaration de Witkoff a été faite deux jours après l'arrestation d'Imamoglu, même s'il ne faisait pas nécessairement référence à cette arrestation.) En outre, Erdogan croyait avoir réussi à neutraliser le mouvement kurde grâce à de récents compromis, bénis par ses alliés de l'extrême droite nationaliste turque eux-mêmes (il s'est trompé : le mouvement kurde soutient l'opposition et la protestation populaire). Il croit également que les Européens ont besoin de lui, et de son potentiel militaire en particulier, en ce moment critique pour eux, de sorte qu'ils n'exerceront aucune pression réelle sur lui.

Ce qui reste une source d'espoir dans le cas turc, c'est qu'Erdogan est confronté à une réaction populaire bien au-delà de ce qu'il avait apparemment anticipé. Cette réaction de masse est bien plus importante que ce à quoi Poutine a été confronté en Russie, où le mouvement populaire avait été atrophié après des décennies de régime totalitaire. Elle est bien plus grande que ce à quoi la plupart des pionniers du néofascisme ont été confrontés, y compris Trump, qui n'a rencontré qu'une très faible opposition de la part du Parti démocrate depuis sa victoire électorale. Erdogan tente d'écraser le mouvement populaire en intensifiant la répression (le nombre de détenus approche les 1500 dans un pays qui compte 400 000 prisonniers, dont un pourcentage élevé de prisonniers politiques et de nombreux journalistes) au détriment de la sécurité, de la stabilité et de l'économie turques (la Banque centrale a été contrainte de dépenser 14 milliards de dollars pour éviter un effondrement complet de la livre turque et le marché boursier a connu une forte baisse).

La bataille en cours en Turquie est devenue de plus en plus importante pour le monde entier. Soit Erdogan réussit à éliminer l'opposition, ce qui pourrait nécessiter une répression sanglante similaire à la répression du soulèvement populaire syrien par Bachar el-Assad en 2011, risquant ainsi de faire glisser le pays dans la guerre civile, soit le mouvement populaire l'emporte, le faisant reculer ou tomber d'une manière ou d'une autre. Si le mouvement populaire turc gagne, sa victoire aura un impact important sur la galvanisation de la résistance à la montée du néofascisme dans le monde.

Gilbert Achcar